

# L'INDICATEUR ÉCONOMIQUE DU BIOALIMENTAIRE

Direction des études et des perspectives économiques



Août 2015

## SURVOL ÉCONOMIQUE AGRICOLE AU QUÉBEC : ÉTAT DE SITUATION ET PERSPECTIVES 2015

### CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Affichant une croissance se limitant à 3,3 % pour une troisième année consécutive en 2014, l'activité économique mondiale demeure en deçà du taux moyen de 3,9 % l'ayant caractérisée pendant la décennie précédant ces trois années. Selon les résultats de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le ralentissement en Chine et la récession dans la zone euro ont particulièrement contribué à ce ralentissement de l'économie mondiale. Bien qu'elle demeure parmi les plus élevées, la croissance annuelle moyenne en Chine a en effet été de 7,6 % au cours des trois dernières années, comparativement à 10,6 % au cours de la période de 2002 à 2011.

### La croissance américaine se raffermi

Certains éléments positifs sont néanmoins à souligner en 2014. Parmi les économies plus développées, la croissance du produit intérieur brut (PIB) poursuit son redressement aux États-Unis, affichant 2,4 % par rapport à 2013. Dans la zone euro, après deux années de récession, on a assisté à une croissance de près de 0,9 %. Par ailleurs, l'économie du Japon est demeurée en stagnation en 2014, alors que la Russie a obtenu un résultat de 0,6 %.

### La chute des cours pétroliers fait craindre un recul des activités au Canada

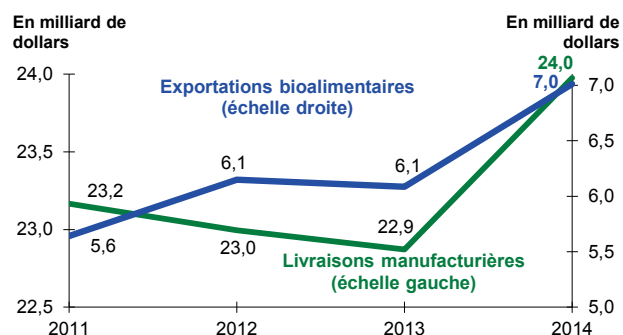
Règle générale, l'économie canadienne s'est alignée sur celle des États-Unis avec une croissance de 2,4 % en 2014. Les données préliminaires de Statistique Canada pour les quatre premiers mois de 2015 indiquent que le PIB au Canada a augmenté de 1,7 % par rapport à la même période un an plus tôt. La chute des cours pétroliers suscite cependant la crainte d'un recul des activités dans ce secteur industriel d'importance pour l'Ouest canadien. Au Québec, la croissance de 1,4 % en 2014 dépasse légèrement celle de l'année précédente. Les résultats provisoires de l'Institut de la statistique du

Québec pour les quatre premiers mois de l'année en cours démontrent aussi une hausse de 1,4 % lorsque comparés à la même période en 2014. Sur le plan sectoriel, le PIB bioalimentaire au Québec, d'un montant de 22 milliards de dollars, a connu une croissance de 1,3 % en 2014.

### Les exportations bioalimentaires du Québec ont augmenté de 15 % en 2014

La chute des cours pétroliers depuis le milieu de l'an dernier a accentué le repli du dollar canadien, qui se négocie autour de 0,80 \$ US en 2015. Amorcé à la fin de 2013, ce repli du huard conjugué au regain de l'économie américaine, principale destination internationale des produits bioalimentaires du Québec, a fourni un contexte favorable aux exportations bioalimentaires. En 2014, la croissance de 15 % des exportations internationales constitue un des points marquants du secteur bioalimentaire au Québec. Ces conditions ont également eu des répercussions sur les livraisons des entreprises en transformation alimentaire, qui se sont redressées en 2014.

### Exportations internationales et livraisons manufacturières, secteur bioalimentaire, Québec



Source : Statistique Canada, Global Trade Atlas; estimation et compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

## Le Québec en 2015 : de meilleures perspectives?

Les institutions financières canadiennes entretiennent un certain optimisme quant à la croissance attendue de l'économie québécoise en 2015, alors que les provinces productrices d'hydrocarbures font face à des conditions plus difficiles. La moyenne des prévisions pour le Québec accorde une croissance de 2,0 % au Québec, soit un peu plus qu'en 2014. Au plan bioalimentaire, les conditions semblent propices au maintien d'une croissance intéressante des exportations. Ainsi, Exportation et développement Canada estime que ce secteur agroalimentaire canadien pourrait accroître ses livraisons internationales de 8 %, alors que les aliments transformés et les boissons progresseraient de 10 %. Les entreprises de transformation manufacturière, particulièrement présentes en Ontario et au Québec, bénéficieront également de la faiblesse du huard.

Le marché des États-Unis, où les perspectives de croissance annuelle en 2015 ont été ramenées à près de 2,0 % selon la Réserve fédérale américaine, demeure une destination de choix puisqu'il représente 60 % des livraisons internationales du Québec. En effet, après des hausses de 0,6 % et de 3,7 % successivement aux deux premiers trimestres, l'économie américaine devrait poursuivre sa croissance, même si sa devise s'est appréciée de 12 % en un an. La croissance de l'économie sera tributaire de la politique monétaire visant l'atteinte des objectifs en matière d'emploi et d'inflation, des bas prix de l'énergie qui améliorent le revenu personnel disponible, ainsi que de la hausse de la valeur du patrimoine des ménages, notamment dans les actifs financiers.

Parmi les facteurs à surveiller, les bas prix persistants des hydrocarbures devraient avoir un impact différencié selon que les pays sont principalement demandeurs ou fournisseurs de pétrole. Ainsi, ce facteur devrait contribuer à l'amélioration de l'activité économique dans la zone euro et à la baisse du PIB en Russie.

Par ailleurs, il importe de souligner que pour les producteurs agricoles du Québec, le repli du huard à 0,80 \$ US en 2015 relève d'environ 10 %, par rapport au taux de change moyen en 2014, l'équivalent en dollars canadiens des prix de référence exprimés en dollars américains.

## CONDITIONS DU MARCHÉ AGRICOLE

Les récoltes mondiales abondantes de céréales des deux dernières années ont mis fin à la flambée de leur prix, qui avait marqué le tournant des années 2010. Parallèlement, les prix nord-américains des viandes rouges ont atteint des sommets sans précédent en 2014, en raison d'une contraction de la production américaine. Les consommateurs ont d'ailleurs pu en saisir l'ampleur dans les comptoirs d'épicerie.

## Expansion du cheptel américain

La production agricole nord-américaine s'ajuste à cette conjoncture des marchés. Plus précisément, les éleveurs américains de porcs et de bovins répondent au sommet de leur prix de vente et aux coûts moindres de l'alimentation animale, par une expansion de leurs troupeaux. Les inventaires de cet été aux États-Unis confirment d'ailleurs que le redressement s'est amorcé, tant pour le cheptel de porc que pour celui des bovins.

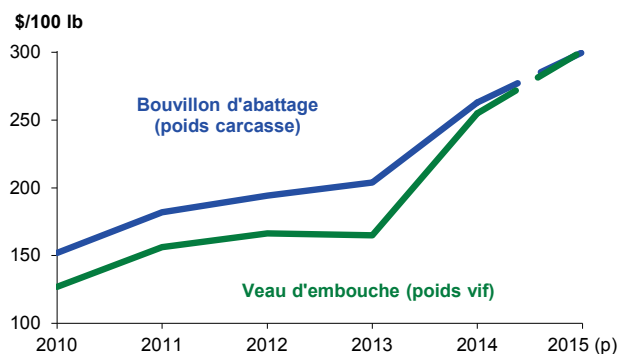
Dans le cas du porc, l'expansion des troupeaux constitue un rattrapage après les dommages occasionnés, depuis la fin de 2013, par l'éclosion de la diarrhée épidémique porcine (DEP). L'effet de l'expansion des troupeaux américains s'est déjà observé sur les marchés lors des premiers mois de 2015, alors que les prix de référence nord-américains sont redescendus à leur niveau d'avant l'épidémie de DEP.

Pour ce qui est des bovins, il s'agit d'une première expansion du cheptel américain depuis 2007. Il est d'ailleurs à noter que la taille des troupeaux de bovins aux États-Unis était à son plus bas en 50 ans, en raison des pâturages affectés par des conditions de sécheresse ainsi que de la flambée des coûts de l'alimentation animale. Compte tenu de l'ampleur de ce creux historique des troupeaux et de la période requise pour engraisser les bovins jusqu'à leur poids d'abattage, les prix de référence nord-américains devraient demeurer à des niveaux élevés en 2015. C'est du moins l'avis que partagent autant les analystes nord-américains que les marchés à terme.

## Productions animales

En 2015, les prix payés aux éleveurs québécois de bovins poursuivent sur leur lancée de l'an dernier. Amorcé en début d'année, le redressement des troupeaux nord-américains de bovins est encore trop récent pour causer un recul majeur des prix. De plus, comme ce fut le cas l'an dernier, le repli du dollar canadien accentue, pour les éleveurs québécois, l'équivalent en devises canadiennes du sommet des prix de référence exprimés en dollars américains.

### Prix des bovins au Québec



p : Projections.

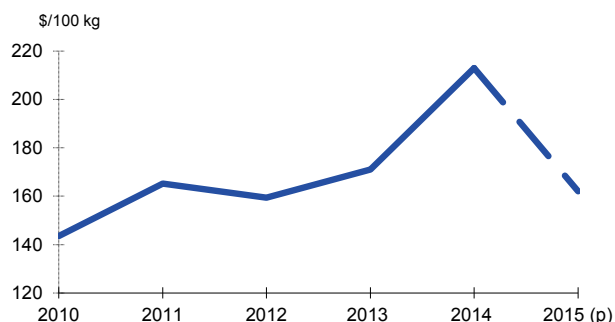
Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Fédération des producteurs de bovins du Québec et compilation du MAPAQ.

En particulier, les prix élevés à l'abattage et les coûts plus abordables de l'alimentation animale contribuent à la vigueur de la demande nord-américaine pour les veaux d'embouche destinés à l'engraissement. Les prix observés dans les encans spécialisés au Québec jusqu'à maintenant en 2015 ont été largement supérieurs à ceux qu'on observait à pareille date l'an dernier.

Pour sa part, le prix du porc accuse les contrecoups du rebond de la production américaine, qui pourrait atteindre jusqu'à 8 % par rapport à 2014 selon l'United States Department of Agriculture. De plus, la force du dollar américain et une grève dans les ports de transbordement ont restreint les exportations américaines de porcs durant les premiers mois de 2015. Cela a augmenté d'autant les volumes disponibles sur le marché américain et, par conséquent, les pressions à la baisse sur le prix de référence.

Ainsi, après avoir passé la majeure partie de l'année 2014 au-dessus de 200 \$/100 kg, le prix du porc au Québec revient à ce qu'il était avant le sommet provoqué par l'éclosion de la DEP aux États-Unis. En ce sens, l'année 2015 correspond à un « après-sommet » de prix plutôt qu'à un déclin proprement dit. De plus, le repli du dollar canadien atténué, pour les éleveurs du Québec, l'effet de cet après-sommet du prix de référence américain.

**Prix du porc au Québec**

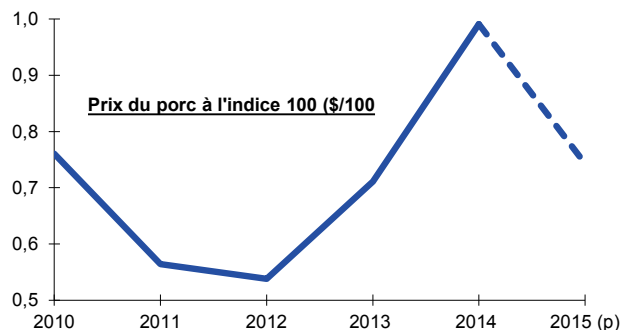


p : Projections.

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada et compilation du MAPAQ.

Comme l'indique l'évolution du prix du porc par rapport à celui du maïs, le contexte d'affaires pour les éleveurs devrait s'apparenter en 2015, selon les perspectives, à ce qu'il était avant le sommet de prix du porc atteint l'an dernier. Il est par ailleurs à noter que même s'il n'est pas aussi favorable qu'en 2014, le contexte d'affaires pour les éleveurs de porcs demeure nettement plus avantageux qu'il ne l'était lors de la flambée du prix des grains en 2011 et 2012. À court terme, les facteurs de risque pour les éleveurs consistent notamment en de possibles impondérables, climatiques ou autres, qui affecteraient à la hausse le prix de la prochaine récolte nord-américaine de grains cet automne.

**Prix relatif du porc et du maïs au Québec (ratio)**



p : Projections.

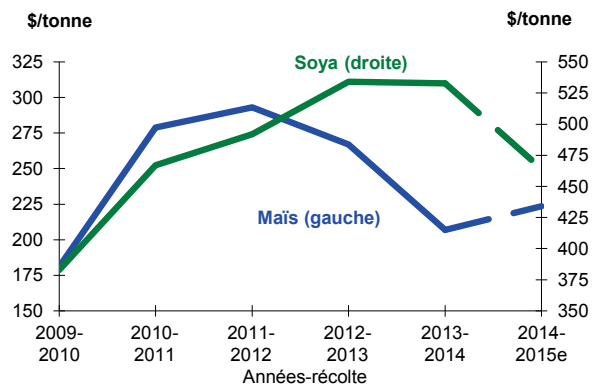
Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec et compilation du MAPAQ.

### Céréales et oléagineux

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les récoltes mondiales abondantes de 2013 et de 2014 ont mis un terme à la flambée du prix des grains et des oléagineux, qui avait notamment culminé avec l'importante sécheresse de 2012 aux États-Unis.

Ainsi au Québec, la récolte de maïs de l'automne 2014 se négocie à des prix qui se comparent à ceux de la récolte de 2013. Comme l'indique la figure ci-dessous, les prix sont en fait revenus à ce qu'ils étaient avant les trois années de mauvais rendement à l'hectare du maïs aux États-Unis, c'est-à-dire lors des récoltes de 2010 à 2012. Le repli du dollar canadien ainsi qu'une réduction du volume de maïs récolté au Québec, en raison notamment d'un transfert de superficies vers le soya, ont par ailleurs pu contribuer à soutenir les prix pour la récolte québécoise de 2014. Le prix dans les centres régionaux s'est en outre maintenu à 210 \$ ou plus la tonne entre octobre 2014 et juillet 2015.

**Prix observés dans les centres régionaux au Québec**



e : Estimation.

Note : L'année-récolte 2014-2015 commence avec la récolte de l'automne 2014.

Sources : Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec et compilation du MAPAQ.

Dans le cas du soya, c'est l'ampleur de la récolte nord-américaine de l'automne 2014 qui a marqué la fin de la flambée de prix. En particulier, le transfert de près de 2 millions d'hectares de superficies américaines provenant du maïs, conjugué à des rendements à l'hectare répondant aux attentes, s'est traduit en 2014 par une récolte de soya aux États-Unis excédant la demande annuelle. Ainsi, contrairement aux récoltes des deux années précédentes, le soya récolté en 2014 au Québec s'est négocié à des prix généralement inférieurs à 500 \$ la tonne dans les centres régionaux.

Il est à noter que les prix ne sont pas redescendu jusqu'à leur niveau de la première moitié des années 2000, par exemple 150 \$ la tonne ou moins au Québec dans le cas du maïs, ou 300 \$ ou moins la tonne pour le soya. En d'autres mots, la fin de la flambée du prix des grains ne remet pas en cause le relèvement structurel des prix qui s'est opéré, au milieu des années 2000, à la faveur de la demande croissante dans les marchés émergents et du développement de la production nord-américaine de biocarburants.

### Perspectives pour la récolte de 2015

Les prix auxquels se négocieront les prochaines récoltes de maïs et de soya au Québec seront largement tributaires des volumes qui seront récoltés cet automne aux États-Unis. À ce propos, les conditions observées à la mi-juillet laissent planer la possibilité d'une baisse des récoltes comparativement à 2014, et ce, tant pour le maïs que pour le soya.

En outre, les superficies américaines qui ont été ensemencées pour la production de maïs ce printemps sont inférieures de 2 % à celles de l'an dernier. Ainsi, à moins que les rendements à l'hectare n'atteignent des niveaux sans précédent, la récolte de 2015 sera inférieure au volume record enregistré l'an dernier. Pour sa part, à moins de rééditer les rendements à l'hectare exceptionnels de l'année dernière, la récolte américaine de soya devrait demeurer en deçà du résultat de 2014, et ce, malgré une légère hausse de 1 % des superficies ensemencées.

## REVENUS AGRICOLES

### Un sommet ponctuel en raison de prix exceptionnels

Selon Statistique Canada, les recettes monétaires agricoles ont atteint 8,4 milliards de dollars en 2014 au Québec, incluant les paiements de programme. Il s'agit d'une hausse de 1 % comparativement au montant observé en 2013. Comme ce fut le cas au cours des années récentes, les producteurs ont retiré une plus grande part de leurs revenus totaux en provenance du marché grâce aux conditions de prix favorables. Si l'on exclut les paiements de programme, les recettes monétaires se sont élevées à 8,0 milliards de dollars en 2014, en hausse de 3 % par rapport à 2013.

Les productions animales ont été le moteur de cette croissance, en particulier celles pour lesquelles les prix

ont atteint des sommets historiques l'an dernier. Ainsi, les recettes monétaires de la production porcine ont atteint 1,6 milliard de dollars en 2014, en hausse de 23 %. Pour leur part, les ventes agricoles des éleveurs de bovins et de veaux se sont accrues de 19 %, pour s'établir à 612 millions de dollars en 2014 au Québec.

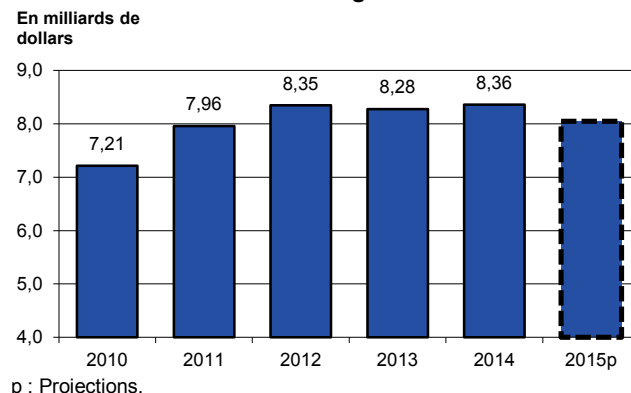
Secteur sous gestion de l'offre, les revenus en production laitière sont moins exposés aux fluctuations de marché. Les recettes monétaires dans cette production n'en ont pas moins affiché une croissance de 3 % en 2014 au Québec, pour s'établir à 2,2 milliards de dollars.

Dans l'ensemble, les ventes agricoles dans les productions animales ont augmenté de 9 %, pour s'élever à 5,5 milliards de dollars en 2014. Du côté des productions végétales, les recettes monétaires tirées du marché ont diminué de 6 % en 2014, s'établissant à 2,6 milliards de dollars.

Cette baisse dans les productions végétales provient essentiellement de la réduction de 16 % de la valeur des ventes des cultures de maïs et de soya, qui a coïncidé avec la fin de la flambée de leur prix. Il est tout de même à noter que sur le plan historique, avec plus de 984 millions de dollars en 2014, les ventes de maïs et de soya ont totalisé le troisième plus haut montant observé à ce jour au Québec.

Sur la base des prix observés depuis janvier dernier et de leurs perspectives pour le reste de l'année, les recettes monétaires agricoles au Québec devraient atteindre en 2015 un niveau de l'ordre de 8 milliards de dollars.

### Recettes monétaires agricoles au Québec



Sources : Statistique Canada, CANSIM : tableau 002-0002, estimation et compilation du MAPAQ.

En particulier, la croissance probable des recettes monétaires dans la production bovine devrait atténuer le repli appelé à survenir, en production porcine, après le sommet ponctuel observé l'an dernier. Rappelons que le sommet du prix du porc provoqué par la DEP aux États-Unis avait gonflé, en 2014, les recettes monétaires d'un montant d'environ 300 millions de dollars dans cette production au Québec. Dans la même veine, la flambée du prix des grains et des oléagineux avait contribué à un

sommet ponctuel des recettes monétaires dans les grandes cultures en 2012 et 2013.

Les résultats du premier trimestre de 2015 vont en ce sens, alors que les recettes monétaires tirées du marché ont diminué de 3 % au Québec, comparativement à la même période de 2014. Cette réduction des recettes s'est observée principalement dans les secteurs du porc et du maïs. Elle s'explique notamment par la fin du sommet du prix du porc ainsi que par la récolte automnale moins volumineuse de maïs en 2014.

### Dépenses et trésorerie

Les données de Statistique Canada indiquent que les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles se sont établies à 6,4 milliards de dollars en 2014. Elles ont connu une légère réduction de 1 %, ou 57 millions de dollars.

Les dépenses en alimentation animale ont de nouveau diminué en 2014, soit de 2 %. D'un montant annuel de 1,6 milliard de dollars, il s'agit du poste de dépense agricole le plus important au Québec. Ont également contribué à la réduction de dépenses les sommes consacrées aux engrais et autres fertilisants, qui ont diminué de 15 % en 2014. Certains postes de dépenses ont pour leur part affiché une hausse en 2014, soit principalement les sommes ayant servi à payer des intérêts et de la main-d'œuvre.

Dans ces circonstances, l'excédent des recettes monétaires sur les dépenses d'exploitation a atteint 2,0 milliards de dollars en 2014, soit 139 millions de plus qu'en 2013 selon les plus récentes données de Statistique Canada. Cet excédent représente ce qu'on

entend par le revenu monétaire net des entreprises agricoles.

Prenant en compte l'amortissement et la valeur de la variation des stocks, le revenu agricole net des producteurs au Québec s'est chiffré à 1,04 milliard de dollars en 2014. Ce montant correspond à la moyenne observée au cours des cinq années précédentes. À titre d'information, le revenu agricole net a légèrement diminué en 2014 en raison essentiellement de l'évolution de la valeur de la variation des stocks au cours des deux dernières années.

Comme il en a été question précédemment, la fin du sommet de prix du porc limite les perspectives de croissance des recettes monétaires agricoles en 2015 au Québec. Néanmoins, plusieurs indices pointent vers une stabilité des dépenses d'exploitation en 2015. En outre, l'importante baisse du prix du pétrole brut depuis l'an dernier s'est traduite par une réduction du coût du carburant pour la machinerie. De même, le coût de l'alimentation animale a diminué depuis l'automne 2014. Par contre, le coût des engrais s'est élevé en 2015.

D'ici la fin de 2015, l'un des risques à surveiller du côté de la trésorerie des entreprises agricoles concerne la récolte nord-américaine de grains de l'automne prochain. En effet, tout impondérable climatique ou autre se traduisant par des rendements à l'hectare inférieurs aux attentes, dans les principales régions productrices aux États-Unis, pourrait provoquer un relèvement du prix des grains et, pour les éleveurs, une augmentation du coût de l'alimentation animale.

### Revenus agricoles nets au Québec, de 2009 à 2014

	2009-2013*	2009	2010	2011	2012	2013	2014
En millions de dollars							
Recettes monétaires cultures	2 327,5	2 140,1	2 111,1	2 410,4	2 648,5	2 733,7	2 564,2
Recettes monétaires bétail	4 637,2	4 242,4	4 485,1	4 893,1	4 928,0	5 038,2	5 474,0
Recettes monétaires provenant du marché	6 964,7	6 382,5	6 596,2	7 303,6	7 576,4	7 771,9	8 038,3
Paiements de programme	775,6	1 060,3	617,2	655,5	769,3	505,7	321,1
Recettes monétaires agricoles totales	7 740,2	7 442,8	7 213,4	7 959,1	8 345,8	8 277,5	8 359,3
Dépenses d'exploitation nettes	5 901,1	5 816,6	5 498,6	6 047,0	6 242,3	6 415,4	6 358,3
Revenu monétaire net	1 839,1	1 626,2	1 714,7	1 912,1	2 103,4	1 862,1	2 001,0
<b>Revenu net total**</b>	<b>1 045,1</b>	<b>790,8</b>	<b>983,5</b>	<b>1 107,0</b>	<b>1 299,0</b>	<b>1 094,5</b>	<b>1 037,3</b>

\* Moyenne des cinq années.

\*\* Les résultats tiennent compte de l'amortissement et de la valeur de la variation des stocks.

Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 002-0001, 002-0005 et 002-0009, et compilation du MAPAQ.

Rédaction : Yvon Boudreau  
Yvon St-Amour

Direction des études et des perspectives économiques  
Téléphone : 418 380-2100

15-0068

Agriculture, Pêcheries  
et Alimentation

Québec 